



ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL

Veille n° 43 – 20 décembre 2019

Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2017	2018	Prévisions 2019 (Projet de budget 2020)	Prévisions 2020 (Projet de budget 2020)
Croissance PIB (%)	3,5	2,4	1,9	1,9
Solde public (% du PIB)	- 3,0*	- 0,4	- 0,1	+0,2
Solde primaire (% du PIB)	3,0	2,7	3,0	3,2
Dette (% du PIB)	127	123,6	118,9	116,2
Taux de chômage (% PA)	8,9	7	6,4	6,1
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	1,4	1,2	0,4	1,1

Indicateurs du commerce extérieur	Janvier – Septembre 2019
Exportations de biens (Md€, INE)	44,6 (+ 2,5 % en g.a***)
Importations de biens (Md€, INE)	60,1 (+ 7,9 % en g.a.)
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal)	26,4 (+ 3,7 % en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	13,2 (+ 11,7 % en g.a.)

* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB

** Le taux de chômage était de 6,5 % en octobre 2019 selon l'INE

*** Glissement annuel

Situation macroéconomique

- Le volume de nouveaux crédits augmente fortement en 2019

D'après les données de la Banque du Portugal, les nouveaux crédits immobiliers contractés sur les 10 premiers mois de l'année atteignent 8,5 Md€, soit une hausse de 5,1 % par rapport à 2018 pour la même période et leur niveau le plus élevé depuis 2010 ; pour autant, le stock de crédits immobiliers continue de se réduire. Les crédits à la consommation augmentent plus rapidement encore avec une hausse de 10,2 % entre 2018 et 2019 sur la même période. Le montant des nouveaux prêts à la consommation consentis entre janvier et octobre 2019 ont ainsi atteint près de 4,3 Md€, un record depuis 2004. L'augmentation du volume de nouveaux crédits intervient en dépit des alertes de la Banque du Portugal et des critères contraignants qu'elle a imposés depuis début 2018 pour en limiter la hausse.

- Le coût du travail augmente plus rapidement au Portugal que dans la zone euro

Selon Eurostat, les coûts horaires annuels de la main d'œuvre ont augmenté de 5 % entre juillet et septembre au Portugal, contre 2,6 % en moyenne dans la zone euro et 3,1 % dans l'ensemble de l'Union européenne. Les hausses les plus importantes concernent les pays d'Europe de l'Est (Roumanie, + 13,2 %, Bulgarie, + 10 %).

- Les transferts de revenus des émigrants portugais vers le Portugal se seraient élevés à 3,7 Md€ en 2018

Selon le [rapport annuel 2019 sur l'émigration portugaise](#) publié par l'Observatoire de l'émigration, les transferts de revenus des émigrants portugais vers le Portugal se seraient élevés à 3,68 Md€ en 2018, soit une hausse de 3,6 % par rapport à l'année précédente et de plus de 20 % par rapport à 2014. La France serait le premier pays d'origine de ces transferts, avec un montant estimé à 1,13 Md€ en 2018 ; suivent la Suisse (899 M€), le Royaume-Uni (344 M€), les Etats-Unis (254 M€), l'Allemagne (243 M€) et l'Angola (223 M€), pour lequel les transferts ont diminué de 10 % par rapport à 2014.

Situation budgétaire

- Le Gouvernement portugais vise un excédent budgétaire de 0,2 % du PIB en 2020

Le scénario macroéconomique associé au projet de budget 2020 publié le 16 décembre prévoit une croissance du PIB de 1,9 % en 2020, légèrement supérieure aux dernières prévisions des institutions internationales, qui devrait permettre de poursuivre la réduction du taux de chômage de 6,4 % à 6,1 % de la population active.

Ce projet s'inscrit dans la continuité de la précédente législature en poursuivant l'effort de redressement des comptes publics, qui devrait permettre au Portugal d'atteindre dès 2020 un excédent de 0,2 % du PIB et un solde structurel à l'équilibre, soit son objectif de moyen terme (OMT). Les autres priorités affichées (système national de santé, réduction des inégalités et de la pauvreté, actions en faveur de la jeunesse et de la natalité) devraient contribuer à un net rebond de l'investissement public : alors qu'il était le plus faible de la zone euro ces dernières années (moins de 2% du PIB en 2018), il devrait, selon les prévisions de la Commission européenne, croître le plus fortement de cette même zone en 2020.

Le projet de budget prévoit également une revalorisation générale des rémunérations de 0,3 % dans la fonction publique, qui correspond à l'inflation constatée en novembre 2019 (coût de 70 M€) : même si la rémunération moyenne des personnes en place devrait augmenter de 3,2 % en 2020 (soit une dépense supplémentaire de 715 M€) du fait principalement de la revalorisation et du dégel des carrières engagé en 2018, plusieurs syndicats ont annoncé une grève nationale le 15 février prochain pour protester contre le niveau, jugé « honteux », de la revalorisation proposée.

Le projet de budget devrait être soumis à de fortes pressions, notamment de la part des partis de gauche, pendant le processus législatif, mais devrait normalement être adopté le 6 février 2020. Pour mémoire, le Gouvernement socialiste doit s'assurer du soutien ou de l'abstention d'une partie des députés appartenant à d'autres groupes pour obtenir le vote de ses textes par le Parlement.

- EY publie l'« Enquête sur le budget de l'Etat 2020 »

Dans son enquête annuelle sur le projet de budget, le cabinet de conseil EY a interrogé, avant la publication du projet de budget 2020, 100 entreprises portugaises sur les mesures qu'elles souhaiteraient voir mises en œuvre dans le Budget 2020 pour améliorer la compétitivité du pays. Les trois premiers domaines cités parmi ceux qui nécessitent des changements profonds sont les contentieux fiscaux (76 % des sondés), l'impôt sur les sociétés (IRC - 66 %) et l'impôt sur le revenu (IRS - 64 %). L'évolution la plus significative concerne l'impôt sur les sociétés, puisque 51 % des entreprises interrogées défendent une augmentation du nombre d'échelons, soit près du double de l'année passée. Enfin, les entreprises se sont montrées quasiment unanimement favorables à une baisse de la fiscalité sur l'énergie : 95 % des entreprises sondées considèrent qu'il serait important de baisser la TVA sur l'électricité et 93 % souhaitent également une baisse de la TVA sur le gaz (les deux sont actuellement fixées à 23 %).

Situation des établissements bancaires

- La Banque du Portugal souligne les risques pesant encore sur le secteur bancaire

Dans son [rapport sur la stabilité financière publié en décembre](#), la Banque du Portugal souligne l'amélioration de la rentabilité du secteur, liée notamment à la poursuite de la réduction des coûts et des prêts non performants (NPL), qui se sont établis à 8,3 % du total des actifs en juin 2019, soit 1,1 pp de moins qu'à la fin de l'année 2018. Elle relève cependant les fragilités liées à la recherche de rentabilité des investisseurs et à la surévaluation de certains actifs, dans un contexte de taux très bas, au contexte international, mais aussi à la forte exposition des banques portugaises aux secteurs public, immobilier et financier.

- La Banque du Portugal refuse que les banques prélèvent des commissions sur les dépôts des clients institutionnels non-financiers

La banque centrale portugaise a répondu négativement à la demande de l'Association Portugaise des Banques concernant l'application de commissions sur les dépôts de grands clients institutionnels. La demande émanait de la volonté du secteur bancaire de contourner l'interdiction légale de pratiquer des taux négatifs sur les dépôts bancaires en imposant une commission visant à compenser les effets de la politique de taux négatifs de la BCE sur leur rentabilité. D'après l'interprétation de la BdP d'une circulaire de 2014, les banques sont uniquement autorisées à prélever des commissions sur les dépôts d'autres sociétés financières. C'est le cas par exemple de la *Caixa Geral de Depósitos* qui applique des frais de 0,4 % sur les excédents des soldes mensuels moyens dépassant 5 M€ des dépôts d'autres banques. Pour mémoire, les banques portugaises considèrent que l'interdiction des taux négatifs sur les dépôts, conjuguée à l'obligation d'appliquer des taux négatifs sur les prêts immobiliers, lorsque cela résulte du *spread* appliqué à un taux variable, constitue un handicap vis-à-vis de leurs homologues d'autres pays européens.

Sectoriel

- D'après Moody's les prix des logements au Portugal devraient augmenter de 4 % en 2020

Dans un rapport sur le marché de l'immobilier européen, l'agence de notation *Moody's* estime que les prix de l'immobilier résidentiel au Portugal devraient continuer à augmenter en 2020, de 4 %. Ces prévisions sont inférieures à celles de l'an dernier, lorsque *Moody's* prévoyait une hausse des prix des logements comprise entre 7 et 8 % en 2020.

Dans le même temps, la Banque du Portugal, dans son dernier rapport sur la stabilité financière, continue à alerter sur les risques de survalorisation du marché de l'immobilier résidentiel portugais. La banque centrale considère en effet que la tendance à la survalorisation du marché, constatée depuis 2018, reflète le dynamisme du secteur touristique et des investissements étrangers. Ainsi, les non-résidents ont représenté 13 % de la valeur et 8,2 % du nombre total de transactions immobilières au Portugal en 2018 (soit, respectivement, 1,6 pp et 0,6 pp de plus qu'en 2017). La Banque du Portugal considère que cela rend le marché immobilier résidentiel portugais particulièrement vulnérable à une hausse importante des primes de risque ou à un retournement de la conjoncture économique en Europe.

- Le Gouvernement annonce une forte augmentation des moyens pour le service national de santé

Dans le cadre du projet de budget pour 2020, le Gouvernement portugais a annoncé une augmentation de plus de 10 % du budget du Service National de Santé (SNS) et le recrutement de 8.400 professionnels sur les deux prochaines années afin d'améliorer la réactivité du système, les consultations, les opérations chirurgicales et les soins de santé primaires. Par ailleurs, afin de renforcer l'investissement dans le secteur de la santé, le Gouvernement a annoncé un plan d'investissement de 190 M€ étalé sur plusieurs années. En plus de ces

mesures, une injection de 550 M€ est prévue en 2019 pour assurer le paiement des fournisseurs, notamment les industries pharmaceutiques, et réduire le stock d'arriérés de paiement des hôpitaux.

- **Un consortium conduit par l'entreprise française Engie rachète à EDP 6 centrales hydroélectriques pour un montant de 2,2 Md€**

Le groupe portugais EDP a conclu le 19 décembre la vente d'un portefeuille d'actifs composé de 6 centrales hydroélectriques à un consortium d'investisseurs français composé d'Engie (40 %), de Crédit Agricole Assurances (35 %) et du fonds d'investissement Mirova, du groupe Natixis (25 %), pour un montant de 2,2 Md€. Les 6 centrales, situées dans la région du Douro, représentent une capacité installée totale de près de 1,7 GW. Cette opération s'inscrit dans le cadre du plan de cession d'actifs non stratégiques présenté en mars par le PDG d'EDP, visant à céder pour 6 Md€ d'actifs sur la période 2019-2022.

- **EDP va produire de l'hydrogène dans la centrale thermique de Carregado**

Le PDG d'EDP, António Mexia, a annoncé la mise en œuvre d'un projet-pilote de production et de stockage d'hydrogène dans la centrale thermique de Carregado, dans la région du Ribatejo (sud du Portugal). Lors d'une table ronde en marge de la COP25, il a indiqué que ce projet, qui sera soutenu par l'Union Européenne, prévoit de produire de l'hydrogène par électrolyse dans la centrale à cycle combiné du Ribatejo. La construction de ce démonstrateur, d'une capacité installée de 1 MW et de 12 MWh de capacité de stockage, devrait débuter à partir de 2022. Ce projet devrait permettre à l'entreprise de gagner de l'expérience dans la production d'hydrogène et sa reconversion en électricité afin de réaliser une analyse approfondie de la chaîne de valeur de l'hydrogène et de se positionner sur un secteur considéré comme prometteur dans le cadre de la transition énergétique.

- **EDP entame une procédure de contentieux contre l'État**

L'entreprise EDP a décidé d'entamer une procédure de contentieux contre l'État portugais, réclamant le remboursement de 717 M€ correspondants à sa contribution au fonds visant à minimiser les effets de la sécheresse sur le système électrique national depuis 1986. Ce fonds avait été créé pour amortir l'impact négatif des sécheresses sur les barrages portugais (augmentation du recours à l'énergie thermoélectrique et par conséquent, des prix de l'énergie). L'Etat a décidé de mettre fin à ce mécanisme en 2016 et a considéré que la dotation du fonds devait bénéficier aux consommateurs et non être remboursée à l'entreprise.

- **Le groupe hôtelier portugais Pestana va investir 250 M€ sur 5 ans**

L'entreprise portugaise Pestana Hotel Group va lancer 10 nouveaux hôtels en 2020 (dont deux auberges au Portugal, trois hôtels Pestana CR7 à l'étranger et un nouvel hôtel au Maroc) pour un investissement de 250 M€ réparti sur 5 ans. Dans un premier temps, 2.000 chambres devraient être inaugurées en 2020 et devrait augmenter progressivement pour atteindre un total de 3.500 chambres en 2025. D'après le Directeur du Développement du groupe hôtelier, il s'agit notamment d'étendre la marque Pestana CR7, une gamme d'hôtels de luxe en partenariat avec le footballeur Cristiano Ronaldo.

Divers

- **L'Etat formalise l'achat du réseau d'urgence SIRESP pour 7 M€**

L'Etat détient désormais la totalité du réseau SIRESP après l'acquisition formelle des parts d'Altice et Motorola le 1^{er} décembre. La volonté du Gouvernement de nationaliser ce réseau de communication d'urgence est née lors des grands incendies de 2017, dans le centre du Portugal, qui avaient provoqué la mort de plus de 100 personnes. Un accord conclu en juin prévoyait le rachat des parts d'Altice (52,1 %) pour 5,5 M€ et de celles de Motorola (14,90 %) pour 1,5 M€, le reste du capital étant déjà détenu par l'Etat à travers la société

Parvalorem. D'après le Gouvernement, le système de signal d'urgence reçoit annuellement plus de 35 M d'appels effectués par plus de 40.000 utilisateurs. Le réseau continuera à recourir aux services d'*Altice* et de *Motorola* comme fournisseurs et prestataires dans le cadre d'un partenariat public-privé qui expirera en 2021. En effet, le SIRESP dispose d'actifs propres (des antennes par exemple) mais les infrastructures du réseau primaires, les terminaux et la technologie de d'encryptage des appels continuent à être fournis par des partenaires.

- **La mairie de Lisbonne a lancé un concours pour l'attribution de 120 logements « à loyers accessibles »**

La mairie de Lisbonne a ouvert le 12 décembre les inscriptions publiques pour le 1^{er} concours du programme « loyers accessibles » (*renda acessível*). Il est ouvert à tous les habitants du Portugal qui disposent d'un titre de résidence valide, qui répondent aux critères de revenus (par exemple, une personne seule doit gagner moins de 35.000 € brut par an, un couple, moins de 45.000 €) et ne possèdent pas de bien immobilier. Les candidats peuvent postuler jusqu'au 31 janvier 2020 à travers le site « habitarlisboa.pt » qui rassemble tous les programmes de logement accessible de la mairie de Lisbonne. D'autres concours sont prévus l'année prochaine dans le cadre des mesures prises par la mairie pour compenser et freiner la hausse des loyers.

- **L'équipementier chinois CRRC Tangshan remporte le marché pour 18 nouvelles rames de métro à Porto**

Le constructeur chinois *CRRC Tangshan* a remporté l'appel d'offres pour la livraison et l'entretien de 18 nouvelles rames du métro de Porto pour un montant de 49,6 M€, devant la société tchèque *Skoda Transportation* et l'allemande *Siemens Mobility*. Cette commande auprès d'un constructeur chinois constitue une première pour un réseau ferroviaire européen. Ces nouvelles rames ont été commandées afin de répondre à l'augmentation de la fréquentation du réseau et de l'extension de celui-ci (six kilomètres et sept stations devraient être construits, pour un investissement global de 300 M€).

La livraison des rames s'étalera entre 2021 et 2023. Le métro de Porto, ouvert en 2002, comprend actuellement 6 lignes de métro et environ 70 kilomètres de voies et a transporté 62,6 millions de passagers en 2018.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à lisbonne@detresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Ambassade de France au Portugal – Service Économique

tresor.economie.gouv.fr/pays/pt

Rua Santos-o-velho, 5,
1249-079 Lisbonne – Portugal

Rédigé par : Louis Dieval / Edna Ferraz

Revu par : Stanislas GODEFROY

© DG TRESOR